Je n'ai pas pris note de l'heure où je me suis levé, mais j'imagine que mon temps de parole est presque expiré. En terminant, je tiens à dire que durant le peu de temps que le présent débat a pu progresser, j'ai été convaincu de l'excellence et de la justesse de l'attitude des représentants de notre parti. Si le programme que nous proposons pouvait susciter quelques difficultés, si, comme le ministre cherche à le soutenir, il retardait un peu le début de l'aménagement du pipeline, il serait conforme à la déclaration qu'il a faite lui-même et selon laquelle il serait plus propice à l'établissement d'un programme de longue haleine d'éviter de céder ces ressources pour obtenir des avantages immédiats.

M. Diefenbaker: Monsieur le président, durant le temps dont je dispose je ne traiterai que de deux sujets. Le premier est la ligne de conduite suivie par le Gouvernement ces jours derniers, et l'effet de cette ligne de conduite sur le gouvernement parlementaire; le second est qu'étant donné les prix prévus à l'égard de la vente de ce gaz à des entreprises américaines, les producteurs et les consommateurs canadiens sont en train d'être sacrifiés sur l'autel de l'ambition accablante du ministre du Commerce.

J'aime toujours me rappeler l'époque où le premier ministre était démocrate, au temps où il était président de l'Association du barreau canadien et où il a prononcé l'un des discours les plus attrayants, les plus alléchants, sur la liberté de la démocratie. J'ai été particulièrement impressionné par son allocution de président, prononcée en 1931, où il parlait du gouvernement parlementaire et de la nécessité de préserver les éléments essentiels de la démocratie ainsi que du grave danger qu'entraîne la déviation des principes qui vise à un avantage immédiat. En cette occasion, il a cité en les approuvant les paroles suivantes de lord Bryce:

Peu de gens s'arrêtent pour réfléchir aux principes. Ce qui les intéresse, c'est le cas concret et il semblerait pédant de donner à entendre qu'il faudrait renoncer à un avantage immédiat apparent de peur que la déviation d'un principe n'établisse un précédent dangereux.

La thèse n'a jamais été si bien exposée que par le premier ministre actuel du Canada il y a 25 ans ou plus. Je ne doute pas que si le premier ministre se confiait au secrétaire d'État aux affaires extérieures les choses seraient bien différentes. Depuis quelques jours, on parle beaucoup d'un recueil de certains des discours de l'honorable député. Ne me trouvant pas dans la possibilité, limité par le temps comme je le suis, d'en citer de longs passages, je me

[M. Barnett.]

permets de le recommander au premier ministre. Il est intitulé: "La démocratie dans la politique mondiale". C'est un ouvrage qui mérite qu'on l'étudie. Le premier ministre pourrait autoriser le ministre des Finances et le ministre du Commerce à y jeter un coup d'œil. Le premier ministre a appris ces jours-ci qu'en vertu de notre régime de gouvernement c'est le peuple qui détient la souveraineté, et j'aimerais vous lire la citation suivante que j'ai relevée à la page 60 de ce livre:

Au dix-huitième siècle, les souverains en question étaient habituellement des particuliers. Ces souverains sont aujourd'hui des centaines de législateurs, des millions de lecteurs de journaux, d'auditeurs de la radio, de téléspectateurs. Bref, nos souverains sont les électeurs...

Le premier ministre s'en est rendu compte ces deux derniers jours lorsque, au nom de son Gouvernement, avec un mépris cynique et dédaigneux du Parlement, il a décrété l'absolutisme de l'exécutif et décidé de placer son parti au-dessus du Parlement. Les gens du Canada ont élevé la voix et, hier, le premier ministre a effectué une retraite partielle. Ce n'était pas une retraite vers le rétablissement des droits du Parlement. J'aimerais citer plusieurs passages très pertinents de cet ouvrage. Parlant de la valeur du Parlement, l'auteur a dit à la page 68:

Une part importante de leur valeur, tout comme celle des Parlements nationaux, réside précisément en ce qu'ils peuvent mobiliser et fixer les opinions, encourager la formulation, l'expression et la confrontation dramatique des principaux points de vue.

Je confie ces paroles à la réflexion du premier ministre, qui a essayé d'empêcher cela. Il y a deux semaines, nous avons posé un certain nombre de questions et, au lieu d'y répondre, ses associés se sont retranchés derrière leur majorité pour essayer de leurrer le Parlement et la population. Mon honorable ami écrivait encore ceci:

En portant les questions à l'attention du public, et en les agitant pour faire la lumière sur les points obscurs...

Allez chercher le ministre du Commerce.

...et par là en encourageant les autorités administratives à faire preuve de plus de soin et de sérieux, puisqu'elles hésitent, cela se comprend, à poser des actes dont elles auraient honte, s'ils faisaient l'objet d'un examen public au sein d'une assemblée.

Puis, il dit effectivement sur une autre page,—je pourrais citer le passage textuellement, si c'était nécessaire,—que la démocratie, c'est plus que le dénombrement des habitants. Ce livre, rempli de sages instructions, devrait dorénavant servir de guide au premier ministre et à ceux qui lui sont associés lorsqu'ils s'efforceront une fois de plus de rétablir le Parlement dans sa dignité antérieure. Lorsque le ministre des Finances a